

Sommaire

La société Merck Canada (« Merck ») est heureuse de contribuer au processus de consultation prébudgétaire du Comité permanent des finances de la Chambre des communes pour le budget fédéral de 2015.

Merck s'est engagée à répondre aux importants besoins médicaux encore non satisfaits des Canadiens. Nous nous démarquons dans un large éventail de domaines, dont le diabète, les vaccins, la cardiologie, les maladies infectieuses et respiratoires, et nous sommes déterminés à étendre nos activités à d'autres champs thérapeutiques. Établie à Montréal, au Québec, notre société compte environ 1 150 employés dans tout le Canada. Merck est l'un des principaux investisseurs en recherche et développement du Canada, ses investissements ayant atteint 39,7 millions de dollars en 2012, et plus d'un milliard de dollars depuis 2000.

Un des aspects clé qui distingue Merck des autres fabricants internationaux est notre engagement solide et de longue date envers la vaccination. Les vaccins demeurent parmi les interventions de santé les plus rentables qui soient. En plus de réduire le fardeau économique de la maladie, ils aident à maintenir la population en santé et productive; et contribuent ainsi à la prospérité économique continue du Canada.

Toutefois, le Canada tire actuellement de l'arrière par rapport à d'autres pays industrialisés au chapitre des taux de vaccination. Le Canada est l'un des trois pays de l'OCDE où les taux de vaccination pour un certain nombre de maladies infantiles importantes sont inférieurs à 90 %¹. Au Canada, les taux de vaccination contre l'hépatite B des enfants âgés de 2 ans sont uniquement de 17 %, ce qui constitue un écart important par rapport au taux moyen de l'OCDE de 95,3 %. Même les taux de vaccination pour la rougeole sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE (92,7 % vs 93,6 %)². Ces statistiques laissent entendre que le Canada a raté une occasion du point de vue de la santé publique pour l'ensemble des Canadiens.

Pour contribuer à corriger cette lacune, Merck recommande un engagement financier renouvelé en faveur de la vaccination de la part du gouvernement fédéral à la hauteur de 100 millions de dollars annuellement pour établir un mécanisme de financement public permanent des vaccins lié aux recommandations indépendantes du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI). Cet investissement pourrait servir de base à un plan à long terme visant le financement soutenu et plus vaste des vaccinations, afin de mettre le Canada davantage sur un pied d'égalité avec les taux de vaccination des pays industrialisés et faire en sorte que tous les Canadiens aient un accès rapide et équitable aux vaccins.

Dans le cadre de cet appui financier renouvelé en faveur des vaccins, nous voudrions aussi proposer le financement des vaccins contre le zona. Un vaccin pour cette maladie débilitante a été approuvé par Santé Canada en 2008, mais demeure absent des programmes de vaccination financés par l'État. Touchant de manière disproportionnée les aînés canadiens, les maladies évitables, comme le zona, sont coûteuses à plusieurs niveaux, notamment en ce qui a trait aux interventions médicales et à la détérioration de la qualité de vie et des activités. Un soutien public pour l'immunisation est essentiel. Sans financement public, le taux de vaccination est faible et l'incidence de la maladie est plus élevée.

Soutenir les familles et aider les Canadiens vulnérables en mettant l'accent sur la santé, l'éducation et la formation

¹ Bilan Innocenti 11 de l'Unicef (http://www.unicef-irc.org/publications/pdf/rc11_fre.pdf). Le Canada, l'Autriche et le Danemark sont les seuls pays dont le taux de vaccination tombe en dessous de 90 % pour la rougeole, la polio et le DPT3

² Panorama de la santé - Les indicateurs de l'OCDE 2011; 5.11.3 (<http://www.oecd.org/fr/els/systemes-sante/49105873.pdf>).

Les vaccins comptent parmi les plus grands accomplissements en santé publique du XX^e siècle, du fait qu'ils ont réduit la morbidité et la mortalité liées à une vaste gamme de maladies évitables³. Les vaccins ont permis d'éradiquer la variole, d'éliminer la poliomyélite presque partout dans le monde et de réduire de façon importante l'incidence de la rougeole, des oreillons, de la rubéole, de la diphtérie, de la coqueluche, du tétanos et de l'*Haemophilus influenza* de type b. Les maladies infectieuses ont déjà été l'une des principales causes de mortalité au Canada, mais grâce à l'immunisation, elles en représentent maintenant moins de 5 %. L'immunisation au Canada a sauvé plus de vies au cours des 50 dernières années que n'importe quelle autre intervention en santé et a empêché chaque année la mort de plus de 5,9 millions de personnes à l'échelle mondiale⁴. Les vaccins se sont révélés efficaces pour prévenir la maladie, réduire le coût des soins de santé et soulager les souffrances.

En plus de jouer un rôle essentiel dans la prévention des maladies infectieuses, améliorant de ce fait le bien-être et la qualité de vie des personnes, les vaccins ont une énorme valeur pour la société dans son ensemble. L'immunisation protège non seulement les personnes, mais aussi des populations et des collectivités entières en empêchant la propagation de maladies infectieuses⁵.

Les vaccins constituent un investissement rentable éprouvé pour la santé de l'ensemble des Canadiens, il s'agit d'un facteur important pour assurer l'amélioration du rendement économique et la participation au marché du travail. Les vaccins offrent d'autres avantages économiques en réduisant la nécessité de recourir à des formes de traitement évitables et plus coûteuses, comme les hospitalisations, les visites aux urgences et les visites chez le médecin.

Le gouvernement du Canada a précédemment fait preuve d'un solide leadership dans la promotion de l'adoption des programmes d'immunisation. De récents progrès dans l'innovation des vaccins renforcent le besoin d'un leadership fédéral renouvelé afin de créer un élan en vue d'obtenir davantage de fonds durables et prévisibles pour les programmes d'immunisation.

La Stratégie nationale d'immunisation (SNI) a été amorcée en 2003. Cette stratégie a fait ses preuves en établissant au Canada un accès équitable aux vaccins. Elle a représenté un investissement stratégique dont les retombées économiques sont mesurables en plus d'offrir des avantages plus vastes sur le plan social et de la santé.

Au cours de la période de 2003 à 2010, cinq nouveaux vaccins (contre la varicelle, les infections à pneumocoques, la coqueluche chez les adolescents, la méningite et les maladies liées au papillomavirus) ont été intégrés à des programmes publics d'immunisation de partout au pays en conséquence directe des contributions de la SNI du gouvernement fédéral⁶. En 2006, environ deux fois plus d'enfants canadiens qu'en 2003 ont été protégés contre les maladies pouvant être prévenues par un vaccin, et on a noté une diminution des hospitalisations liées à celles-ci⁷. Des études démontrent que les programmes de vaccination financés par l'État ont des taux de vaccination beaucoup plus élevés que ceux des programmes privés, et ont par conséquent beaucoup plus de succès dans la réduction des maladies évitables par la vaccination.

Les avantages du leadership fédéral dans le financement du vaccin contre le VPH ne devraient pas non plus être sous-estimés. Le nombre de maladies liées au VPH prévenues en conséquence directe du programme financé par l'État, à l'instigation de l'investissement fédéral initial du fonds pour l'achat de vaccins de 2007, est important.

³ Panorama de la santé - Les indicateurs de l'OCDE 2011; 5.11.3 (<http://www.oecd.org/fr/els/systemes-sante/49105873.pdf>).

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Kondro, W. « Progress Report on the National Immunization Strategy », CMAJ, 2007; vol. 176, n° 13 p. 1811- 1813.

Incidence du financement du vaccin contre le VPH au Canada (depuis 2007)⁸

187 387	299 818
Cas de verrues génitales prévenus	Tests Pap anormaux éliminés

Bien que des progrès ont été accomplis à l'égard des vaccins approuvés depuis 2003, il existe toujours des disparités et des écarts dans l'accès aux vaccins dans l'ensemble du Canada. L'adoption généralisée des vaccins publiquement recommandés est souvent retardée en raison d'un manque de sources de financement opportunes, prévisibles et durables.

Merck recommande que le gouvernement procède à un renouvellement des investissements stratégiques dans l'amélioration des résultats en matière de santé et la réduction des coûts de santé évitables en investissant 100 millions de dollars par année dans le financement de nouveaux programmes de vaccination pour protéger la santé des Canadiens.

Introduction d'un programme public de vaccination contre le zona afin de protéger les personnes âgées

D'importants avantages pour le public ont été démontrés par l'adoption et la promotion des programmes de vaccination financés par le gouvernement fédéral. Le gouvernement subit également des pressions croissantes pour se pencher sur les enjeux touchant plus particulièrement le vieillissement de la population. Les Canadiens s'attendent à ce que le système de soins de santé réponde à leurs besoins médicaux et produise des résultats de grande qualité à toutes les étapes de la vie. Cela exige de trouver des façons novatrices de maintenir la hausse des coûts de soins de santé à un niveau gérable tout en renforçant l'indépendance et une qualité de vie active.

Pour un certain nombre de maladies et d'affections, il existe maintenant des traitements de plus en plus efficaces. Les investissements qui permettent de diminuer le fardeau de la maladie dans notre système de santé maintenant et à l'avenir doivent être prioritaires en vue d'assurer la qualité et la stabilité à long terme du système.

Les vaccins novateurs nous permettent de mieux gérer et de prévenir les maladies chroniques, notamment pour les personnes âgées qui souffrent souvent de façon disproportionnée d'un certain nombre de troubles graves. Par exemple, un Canadien sur trois souffrira de zona au cours de sa vie, et 50 % des cas surviennent chez des personnes âgées de 50 ans ou plus. Le zona (aussi connu sous le nom d'herpès zoster) est une maladie douloureuse et parfois invalidante chez les adultes. Tous ceux qui ont eu la varicelle courent le risque d'être atteints du zona (plus de 90 % des adultes canadiens ont déjà eu la varicelle). Chaque année, environ 130 000 nouveaux cas de la maladie sont diagnostiqués, entraînant ainsi 252 000 visites chez le médecin, une réduction de la productivité et des répercussions sur la qualité de vie⁹.

Le zona : coûts et incidences

521 \$	68 M\$	40 %	75 %
Coûts moyens de traitement et de diagnostic par cas de zona au Canada	Coûts directs annuels des soins de santé du zona (\$CAN)	Pourcentage des consultations pour zona chez les 60 ans et plus	Pourcentage des hospitalisations et des épisodes d'APZ chez les 60 ans et + ¹⁰

⁸ Brisson M., Van de Velde N., De Wals P. et Boily MC. « Estimating the number needed to vaccinate to prevent diseases and death related to human papillomavirus infection. » CMAJ 2007; vol. 176, n° 13 p. 464 à 468.

⁹ Brisson M., Pellissier JM., Camden S., Quach C. et De Wals P. « The potential cost-effectiveness of vaccination against herpes zoster and post-herpetic neuralgia. » Hum Vaccine 2008; 4(3) p. 238 à 245.

¹⁰ *Ibid.*

La douleur liée au zona pourrait perturber le déroulement d'activités essentielles comme se laver, magasiner, s'habiller et faire des travaux ménagers. Elle pourrait également entraîner d'autres affections comme la dépression, l'insomnie et l'anxiété. On compte parmi les autres complications du zona, l'apparition de cicatrices, la pneumonie, la perte auditive, la perte du goût et la paralysie faciale. Le zona se manifeste autour de l'œil dans 10 à 25 % des cas, et près de la moitié de ces patients peuvent souffrir d'une déficience visuelle¹¹. La douleur causée par le zona peut réduire la productivité des Canadiens et avoir des répercussions sur leur qualité de vie et leur capacité de fonctionner, et elle touche de manière disproportionnée les personnes âgées.

Le zona et ses complications, comme l'algie post-zostérienne (APZ), entraînent chaque année un grand nombre de consultations médicales externes, d'hospitalisations et de prescriptions de médicaments. Ils peuvent également être la conséquence d'absentéisme au travail par des membres de la famille pour prendre soin des personnes qui en souffrent.

En raison des ressources de soins de santé et de la perte de productivité économique requises pour prendre en charge le zona et ses complications, le financement public d'un programme de prévention par la vaccination est très rentable. Un certain nombre d'études internationales, canadiennes et de l'Ontario ont révélé qu'une couverture publique de vaccination contre le zona pour les adultes de 60 à 74 ans est recommandée en vertu de mesures couramment utilisées visant la rentabilité. Et seul un programme public assurera une couverture suffisante pour réaliser cette rentabilité.

Fait important, en mai 2014, le Comité canadien d'immunisation de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a publié un rapport recommandant l'administration courante du vaccin contre le zona aux adultes immunocompétents âgés de 60 à 65 ans, et aux personnes âgées. Ce rapport cite un examen d'analyses de rentabilité tirées de 12 publications provenant de sept pays, selon lequel la rentabilité est maximisée lorsque le vaccin contre le zona est administré aux adultes âgés de 60 à 69 ans¹². Dans le prochain budget, le gouvernement fédéral a la possibilité de faire un pas en avant et de donner suite à la recommandation de l'ASPC en renouvelant le fonds du programme de la Stratégie nationale d'immunisation.

Conclusion

La productivité de la main-d'œuvre est un moteur concurrentiel important et est essentielle à la compétitivité et au rendement économiques du Canada. Garder notre main-d'œuvre et notre population en santé est indispensable pour la productivité du Canada. Les maladies évitables compromettent la capacité du système à offrir des soins de santé de classe mondiale d'une manière durable à long terme. Les maladies, tout particulièrement les maladies chroniques, constituent un lourd fardeau pour notre économie. Cela fait ressortir la nécessité d'investir dans des mesures de prévention dans les soins de santé qui favorisent une main-d'œuvre productive.

Les vaccins constituent un investissement dans la prévention et permettent d'éviter des traitements encore plus chers dans l'avenir. Toutefois, l'absence d'un financement public fait en sorte que le nombre de personnes qui se font vacciner est plus faible et l'incidence des maladies est plus élevée. L'impact d'un investissement spécifique dans les vaccins contre le zona permettrait de répondre à un besoin chez un segment plus vulnérable de la population canadienne. Compte tenu des caractéristiques démographiques de notre population, le système de soins de santé du Canada continuera de se heurter à des problèmes de ressources. En assurant le financement des vaccins recommandés par le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) dans le cadre du fonds du programme de la Stratégie nationale d'immunisation, le Canada réalisera des économies en matière de soins de santé et aidera la population à rester en santé, à la maison et au travail.

¹¹ Merck Frosst Canada, Monographie de produit de ZOSTAVAX®, août 2008.

www.merckfrosst.com/mfcl/fr/corporate/products/zostavax.html

¹² Relevé des maladies transmissibles au Canada (RMTc) ISSN 1481-8531 (En direct) RMTc : Volume 40-9, 1^{er} mai 2014 <http://www.phac-aspc.gc.ca/publicat/ccdr-rmtc/14vol40/dr-rm40-09/dr-rm40-09-cic-fra.php>

Il s'agit d'une occasion de démontrer comment le leadership du gouvernement fédéral en santé peut produire des résultats tout en réalisant des économies.

Les investissements fédéraux faits précédemment dans le domaine des fonds dédiés à la vaccination ont donné de très bons résultats. Un renouvellement de la Stratégie nationale d'immunisation (SNI) en investissant 100 millions de dollars par année dans le financement de nouveaux programmes de vaccination contribuera à l'amélioration des résultats en matière de santé et réduira les coûts évitables pour la santé. Privilégier un programme public de vaccination contre le zona dans le cadre de ce renouvellement pour protéger les personnes âgées permettra d'éradiquer une maladie commune, mais évitable.

Nous vous remercions de l'occasion que vous nous avez donnée d'exposer nos recommandations pour le prochain cycle budgétaire. Merck accepterait volontiers de comparaître devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes, lors des séances de consultation prébudgétaire, pour discuter de nos recommandations et répondre aux questions des membres du Comité.